

**ARRETE N°AP2026/164****OBJET : DELEGATION DE FONCTIONS DONNEES A MONSIEUR HERVE CHEVREAU CONSEILLER METROPOLITAIN DELEGUE DE LA METROPOLE DU GRAND PARIS****LE PRESIDENT DE LA METROPOLE DU GRAND PARIS,**

VU le code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L.5211-2 et L.5211-9, qui autorise le président à déléguer, sous sa surveillance et sa responsabilité, par arrêté, une partie de ses fonctions aux vice-présidents et, en l'absence ou en cas d'empêchement de ces derniers ou dès lors que ceux-ci sont tous titulaires d'une délégation, à d'autres membres du bureau,

VU l'article 12 de la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (MAPTAM) et l'article 59 de la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe),

VU le procès-verbal et la délibération CM2026/04/13/01 du 13 avril 2026 portant élection du président de la métropole du Grand Paris,

VU la délibération CM2026/04/29/01 du 29 avril 2026 fixant le nombre conseiller(e)s métropolitain(e)s délégué(e)s et la composition du Bureau de la métropole du Grand Paris

VU la délibération CM2026/04/29/02 du 29 avril 2026 portant élection des conseiller(e)s métropolitain(e)s délégué(e)s,

VU le procès-verbal d'élection de Monsieur Hervé CHEVREAU en qualité de 17^{ème} conseiller métropolitain délégué de la métropole du Grand Paris du 29 avril 2026,

CONSIDERANT que le président peut déléguer, sous sa surveillance et sa responsabilité, par arrêté, une partie de ses fonctions aux vice-présidents et autres membres du Bureau,

ARRETE

ARTICLE 1^{er} : Monsieur Hervé CHEVREAU, 17^{ème} conseiller métropolitain membre du Bureau, est délégué aux centres-villes vivants, aux services et commerces de proximité.

ARTICLE 2 : Madame la Directrice générale des services par intérim de la métropole du Grand Paris est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera transmis à M. le Préfet de Région Ile-de-France et fera l'objet d'une publication. Il sera en outre notifié à l'intéressé.

Fait à Paris, le **10 JUIN 2026**

Le Président de la métropole du Grand Paris



Patrick OLLIER
Ancien Ministre
Maire de Rueil-Malmaison



Le Président certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire du présent arrêté et informe que celui-ci peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Paris dans le délai de deux mois à compter de la publication de l'acte.